

## **DELIBERATION N°2024-12 : DON**

Les membres du Conseil Municipal acceptent les dons suivants :

Mme PEIREIRA MARTINS RAQUEL :	71,50 €
ECB DECO :	137,50 €
RPISTE :	71,50 €
SAS J. GRENOT :	71,50 €
SARL SMG CONSTRUCTION :	71,50 €
Eurl VERN'ELEC :	71,50 €
IVECO FRANCE :	550,50 €
RURAL MASTER :	71,50 €
JULIEN & ASSOCIES SELARL :	71,50 €
BOUCHERIE CHARCUTERIE DOMINIQUE :	137,50 €
SELARL ARPENTEURS :	71,50 €
SAS A.T.E.C. - B.V.F :	71,50 €
Ets BASTY :	71,50 €
S.A.R.L. D.L. SERVICES :	71,50 €
SAGNIMORTE THIERRY :	71,50 €
BENJAMIN FANGET :	71,50 €
S.A.RL. MARTEL MOTOCULTURE :	71,50 €
S.A.S. MENUISERIE DU HAUT VIVARAIS :	137,50 €
DOMINIQUE CHAZOT :	71,50 €
BROSSIER PRODUITS PETROLIERS :	71,50 €
ENTREPRISE VIVAROISE DE TP SAS :	137,50 €
ANNONAY MAINTENANCE BUREAUTIQUE :	71,50 €
OLIVEIRA :	71,50 €
LES FILS DE LOUIS GAY :	71,50 €
BESSET René TP :	71,50 €

**Voté à l'unanimité**

## **DELIBERATION N°2024-13 : VENTE D'UNE PORTION DE PARCELLE A MONSIEUR JACQUES PISSEMEM**

Cette délibération annule et remplace la délibération N°2024-2 du 11 janvier 2024.

Le Conseil Municipal :

- Autorise Monsieur le Maire à vendre une portion de 500 m<sup>2</sup> de la parcelle N°1545 Section B d'une surface totale de 1 800 m<sup>2</sup> (dont 839 m<sup>2</sup> de surface bâties) située dans la zone artisanale au lieu dit « 1, Impasse des Cars » à Monsieur Jacques PISSEMEM au tarif usuellement pratiqué.

**Voté à 6 voix pour, 5 voix contre, et 2 abstentions**

## **DELIBERATION N°2024-14 : MISE EN PLACE DE LA PRIME DE POUVOIR D'ACHAT EXCEPTIONNELLE**

Vu le code général de la fonction publique et, notamment, les articles L.4, L.712-1, L.712-13, L.713-2 et L.714-4,

Vu le décret n°2023-1006 du 31 octobre 2023 portant création d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour certains agents,

Vu l'avis du comité social territorial en date du 8 février 2024,

L'autorité territoriale propose à l'assemblée délibérante d'instaurer la prime de pouvoir d'achat forfaitaire exceptionnelle,

## LES BÉNÉFICIAIRES

Les bénéficiaires de la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle forfaitaire sont les agents publics (fonctionnaires titulaires et stagiaires, agents contractuels de droit public) ainsi que les assistants maternels.

Les employeurs pouvant mettre en place cette prime sont les collectivités et les établissements mentionnés à l'article L. 4 du code général de la fonction publique et les groupements d'intérêt public, à l'exception de ceux de l'État et relevant de l'article L. 5 du même code.

Les agents, pour percevoir cette prime, doivent :

- avoir été nommés ou recrutés par une collectivité territoriale ou un établissement public ou un groupement d'intérêt public avant le 1<sup>er</sup> janvier 2023 ;
- Être employés et rémunérés par une collectivité territoriale ou un établissement public ou un groupement d'intérêt public au 30 juin 2023 ;
- avoir perçu une rémunération brute inférieure ou égale à 39 000 euros au titre de la période courant du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023, de laquelle viennent en déduction la GIPA et les éléments de rémunération mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> du décret n°2019-133 dans la limite du plafond prévu à l'article 81 quater du code général des impôts.

Sont expressément exclus du bénéfice de cette prime :

- Les agents publics éligibles à la prime prévue au I de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 16 août 2022.
- Les élèves et étudiants en milieu professionnel ou en stage avec lesquels les employeurs publics sont liés par une convention de stage dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article L.124-1 du code de l'éducation.

## LES MONTANTS

Considérant que les montants de la prime tels que fixés par le décret sont des montants plafonds, les montants applicables seront les suivants :

Rémunération brute perçue au titre de la période courant du 1 <sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023	Montant maximum de la prime de pouvoir d'achat fixé par le décret	Montant fixé par la collectivité ou l'établissement ou le groupement
Inférieure ou égale à 23 700 €	800 €	800 €
Supérieure à 23 700 € et inférieure ou égale à 27 300 €	700 €	700 €
Supérieure à 27 300 € et inférieure ou égale à 29 160 €		
Supérieure à 29 160 € et inférieure ou égale à 30 840 €		
Supérieure à 30 840 € et inférieure ou égale à 32 280 €		
Supérieure à 32 280 € et inférieure ou égale à 33 600 €		
Supérieure à 33 600 € et inférieure ou égale à 39 000 €		

Les montants susmentionnés feront l'objet d'une proratisation en cas d'exercice des fonctions à temps non complet ou à temps partiel ainsi qu'en cas de durée d'emploi incomplète sur la période courant du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023.

## LES MODALITÉS DE VERSEMENT

La prime est versée par la Mairie de Vanosc qui emploie et rémunère l'agent au 30 juin 2023.

Lorsque plusieurs employeurs publics ont successivement employé et rémunéré l'agent au cours de la période, la rémunération prise en compte est celle versée par la collectivité qui emploie et rémunère l'agent au 30 juin 2023, corrigée pour correspondre à une année pleine.

Lorsque plusieurs employeurs publics emploient et rémunèrent simultanément l'agent au 30 juin 2023, la rémunération prise en compte est celle versée par chaque *collectivité*, corrigée pour correspondre à une année pleine.

La prime de pouvoir d'achat fera l'objet d'un versement pour un versement total effectué avant le 30 juin 2024.

L'attribution de la prime de pouvoir d'achat sera déterminée par l'autorité territoriale, pour chaque agent éligible, par voie d'arrêté individuel.

La prime de pouvoir d'achat est cumulable avec toutes les primes et indemnités perçues par l'agent, sauf la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour certains agents publics civils de la fonction publique de l'Etat et de la fonction publique hospitalière ainsi que pour les militaires.

### Le Conseil Municipal décide :

- d'instaurer la prime pouvoir d'achat exceptionnelle dans les conditions prévues ci-dessus ;
- d'autoriser l'autorité territoriale à fixer par arrêté individuel le montant perçu par chaque agent au titre de la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle ;
- de prévoir les crédits correspondants au budget.

**Voté à l'unanimité**

**Questions diverses :**

**RAS**

**La séance est levée à 22 h 30**

**Prochain Conseil Municipal : Lundi 25 mars 2024 à 20 h 00.**

**MAZINGARBE Dominique**  
Maire

**MANDON Fabrice**  
Conseiller

P.O. :  

